



EXPULSION DES ORGANISATIONS SYNDICALES DE LA BOURSE DU TRAVAIL DE VILLEJUIF

Condamnés à l'expulsion de leur local par le Tribunal administratif en plein cœur de l'été, sur demande du maire de droite de Villejuif, les organisations syndicales locales et départementales CGT, FO, Solidaires, FSU et UNEF s'indignent, contestent, résistent et se battent depuis plusieurs semaines contre cette attaque politique et judiciaire sans précédent.

Dans une période où le droit du travail est dévasté par les ordonnances Macron, où les Services publics sont asséchés et dynamités par les politiques d'austérités, que les retraités, les jeunes et les privés d'emploi sont assaillis de mauvais coups et de reculs sociaux (hausse de la CSG, baisse des APL, suppression des contrats aidés, etc...), les salariés et les habitants de nos villes ont plus que jamais besoin de syndicats forts, représentatifs, influents et de proximité.

A Villejuif comme ailleurs, des organisations syndicales ont besoin de locaux pour pouvoir fonctionner, se réunir, accueillir, informer, conseiller et organiser les salariés de plus en plus précarisés et vulnérables, face à des employeurs décomplexés, de combat.

Il n'est pas acceptable qu'à Villejuif, un maire décide à lui tout seul de sacrifier ou de brader la maison commune des syndicats, à des fins uniquement boursières et immobilières.

Nullement, cette intention ne faisait partie du programme électoral de

Monsieur Le Bohellec ! Il n'est donc pas légitime dans son acharnement anti syndical, comme il ne l'est d'ailleurs pas dans son autoritarisme, sa surenchère, ses calomnies ou le mépris qu'il affiche depuis son arrivée aux affaires.

L'intersyndicale départementale, soutenue par plusieurs forces politiques et associatives de la ville, par de nombreux élus et des milliers de salariés et citoyens qui ont signé notre pétition unitaire, ne se laissera pas chasser ni humilier de cette façon.

Le syndicalisme est un droit constitutionnel qui est et doit être protégé et non pas menacé ou liquidé. Nous ne le tolérerons pas et n'abdiqueront jamais. S'attaquer à la Bourse du travail de Villejuif, c'est s'attaquer frontalement aux salariés, aux moyens dont ils disposent pour se défendre, se faire respecter, connaître leurs droits et en conquérir de nouveaux.

Après avoir déjà mené plusieurs actions unitaires en direction du maire et de l'Hôtel de Ville (rassemblements, manifestation et occupation de la mairie le 1^{er} septembre), réunissant à chaque fois plusieurs centaines de salariés et habitants du territoire, après avoir adressé plusieurs demandes de rencontre au maire ou au préfet, nous déplorons fortement l'absence de réponse et de volonté de dialogue des autorités concernées.

Plus qu'un mépris, il s'agit là d'irresponsabilité totale !

Nous sommes bien déterminés à ne rien céder et à faire valoir nos droits et nos arguments jusqu'au bout. En aucun cas nous ne sortirons de notre Bourse du travail et n'accepterons cette éradication du syndicalisme de la ville de Villejuif, ici comme dans n'importe quel autre territoire du Val-de-Marne d'ailleurs.

Pour le maire Monsieur Le Bohellec, l'intérêt général, la solidarité et le progrès social sont un « coût ». Pour nous syndicalistes, c'est au contraire un avantage, un investissement au service de l'épanouissement de chacune et chacun et du vivre ensemble.

N'ACCEPTONS PAS L'IRREPARABLE !

Devant cette situation de blocage inadmissible qui n'aura que trop duré et les silences complices des autorités compétentes, dans la dynamique et le prolongement de nos dernières actions :

L'INTERSYNDICALE APPELLE À UN RASSEMBLEMENT DÉPARTEMENTAL SYNDICAL, UNITAIRE ET POPULAIRE

LUNDI 25 SEPTEMBRE 2017

De 12h à 14h

Devant la Préfecture de Créteil
Avenue du Général de Gaulle

En présence de Philippe MARTINEZ, secrétaire général de la CGT et avec le soutien des autres organisations syndicales nationales

Pour exiger :

- Le maintien de la Bourse du Travail au 16 rue Jean Jaurès ;
- Une rencontre avec le préfet et le maire de Villejuif pour débattre de cette situation et trouver des issues.

SOYONS NOMBREUSES ET NOMBREUX !

NON

à la vente de la bourse du travail de Villejuif
à l'expulsion des syndicats par le Maire.